

Cour d'appel  
Caen  
Chambre civile 1  
23 Octobre 2012  
N° 09/02445  
Monsieur Bernard A  
Cour d'appel  
Caen  
Chambre civile 1  
23 Octobre 2012  
N° 09/02445

Classement :Inédit  
Contentieux Judiciaire

AFFAIRE : N° RG 09/02445 Code Aff. :	ARRET N°	EM. SD.
ORIGINE : DECISION du Tribunal de Grande Instance d'ALENCON en date du 07 Juillet 2009 -RG n° 08/00019		

COUR D'APPEL DE CAEN

PREMIERE CHAMBRE CIVILE

ARRET DU 23 OCTOBRE 2012

APPELANTS :

Monsieur C.  
né le [...]

Madame M. épouse C.  
née le [.. ;]

La Société M.

prise en la personne de son représentant légal

représentés par la SCP PARROT-LECHEVALLIER-ROUSSEAU, avocats au barreau de  
CAEN,

assistés de Me GUYOMARD, avocat associé au barreau d'ALENCON

INTIMEES :

LA S.A. Y

prise en la personne de son représentant légal

LA S.A. AC

prise en la personne de son représentant légal

représentées par la SCP GRANDSARD DELCOURT, avocats au barreau de CAEN,

assistées de la SELARL MARC & TOUCHARD, avocats au barreau de CAEN

LA Société S.

prise en la personne de son représentant légal

représentée par la SCP MOSQUET MIALON D OLIVEIRA LECONTE, avocats au barreau de CAEN,

assistée de la SCP DESDOITS-MARCHAND, avocats au barreau d'ARGENTAN

COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DEBATS ET DU DELIBERE :

Madame MAUSSION, Président de chambre, rédacteur,

Madame SERRIN, Conseiller,

Monsieur TESSEREAU, Conseiller,

DEBATS : A l'audience publique du 04 Septembre 2012

GREFFIER : Madame GALAND

ARRET prononcé publiquement par mise à disposition au greffe le 23 Octobre 2012 et signé par Madame MAUSSION, Président, et Madame GALAND, Greffier

\* \* \*

Le 24 août 2006 à 15h15 est survenu un incident électrique sur le poste de distribution Y situé [...], incident qui s'est traduit par une rupture du neutre ayant occasionné une défaillance du connecteur sur le réseau de sortie de poste.

A la suite de cette avarie, des surtensions se sont produites sur le réseau basse tension en aval de ce poste.

C'est dans ces conditions qu'un déshumidificateur de marque S., mis en fonction par les époux C. dans leur habitation, s'est consumé sans flamme, provoquant des dégradations dans l'habitation estimées par les experts à la somme de 45 426 euro, vétusté déduite dont 42 716 euro au titre de l'incendie et 2 710 euro au titre de la surtension.

La société AC , assureur de la SA Y, a indemnisé les époux C. à hauteur de la somme de 2 710 euros.

Les époux C. et leur assureur la M. ont fait assigner la SA Y et la compagnie AC, lesquels ont appelé à la cause la société S., aux fins de voir indemniser l'intégralité de leur préjudice.

Par jugement en date du 07 juillet 2009, le Tribunal de Grande Instance d'ALENCON a :

- Débouté les époux C. et la M. de l'ensemble de leurs demandes,
- Condamné in solidum les époux C. et la M. aux dépens et à payer à la SA Y et AC la somme de 2 000 euro au titre des dispositions de l'[article 700 du Code de Procédure Civile](#).
- Condamné in solidum la SA Y et AC à payer à la SA S. la somme de 1 500 euro au titre des dispositions de l'[article 700 du Code de Procédure Civile](#).

Les époux C. et la M. ont interjeté appel de cette décision par déclaration au greffe en date du 27 août 2009.

L'ordonnance de clôture est intervenue le 27 juin 2012.

Les prétentions et moyens des parties revêtent la forme, conformément aux dispositions de l'[article 455 du Code de Procédure Civile](#), du visa des dernières écritures déposées :

Le 08/09/2010 pour les époux C. et la M.,

le 18/05/2011 pour A et AC

le 22/06/2011 pour la SA S..

#### SUR QUOI LA COUR

Il n'est pas contesté par A (anciennement Y) que l'origine du sinistre est due à une surtension sur son réseau qui a provoqué un dommage électrique ayant entraîné un échauffement à l'intérieur du déshumidificateur de marque S. resté sous tension en l'absence des époux C.

Cet échauffement est à l'origine d'une consommation avec combustion sans flamme.

Aux termes des dispositions conjuguées des [article 1386-3 et 1386-4 du Code Civil](#), l'électricité est considéré comme un produit et un produit est défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre.

Il est de jurisprudence constante que A est tenue à une obligation de résultat dans la fourniture du courant.

Elle ne peut en conséquence s'exonérer de sa responsabilité qu'en rapportant la preuve de la force majeure ou d'une cause étrangère.

Comme le mentionne elle-même A la rupture du neutre est un événement raisonnablement prévisible sur le réseau A.

A ne peut en conséquence invoquer la force majeure s'agissant de la surtension intervenue.

Elle ne saurait pas davantage venir prétendre que la combustion du déshumidificateur ayant enfumé la maison revêtirait pour elle les caractères de la force majeure, la défectuosité d'un appareil ménager ne présentant pas un caractère imprévisible et A ne s'expliquant pas sur le caractère irrésistible pour elle de la défaillance du déshumidificateur.

S'agissant de la cause étrangère, A soutient que tant la vétusté de l'installation électrique des époux C. que la défaillance du déshumidificateur seraient à l'origine des dommages.

Il résulte du seul rapport d'expertise contradictoire réalisé le 11 décembre 2006 en présence des experts de AC (assureur d'A), de la SARETEC (expert de l'assureur de la société S.) et de l'expert de la M. (assureur des époux C.) rapport co-signé par l'ensemble des experts présents, que 'les experts ont constaté que l'installation électrique avait plus de 10 ans.

Par ailleurs les mêmes experts ont attribué à cette installation électrique un coefficient de vétusté de 30% .

Il n'a nullement été constaté que l'installation électrique était vétuste, le taux de vétusté retenu de 30% allant à l'encontre de cette constatation ainsi d'ailleurs que le coût des travaux nécessaires à la remise en état de l'installation qui selon devis était évalué à 1 235 euro HT, ce qui correspond selon l'expert F. à des petits travaux , le devis aurait été largement plus élevé si l'installation avait été vétuste'.

Selon ce même expert lorsqu'une installation est vétuste le taux applicable est d'environ 80%.

Il en résulte que c'est à tort que le premier juge a, pour exonérer A de sa responsabilité, retenu la vétusté de l'installation des époux C.

S'il résulte d'un rapport de la SA. établi à la demande de la société S. que l'installation électrique n'était pas équipée de disjoncteurs 30 milliampères mais seulement de disjoncteurs thermiques, il n'est nullement établi que la présence de disjoncteurs 30 milliampères aurait permis d'éviter le sinistre.

Ceci est d'ailleurs confirmé par l'expert Monsieur F. qui dans un courrier en date du 15 décembre 2009 a précisé 'si l'installation du sociétaire avait été équipée d'un interrupteur différentiel de 30 MA, les dégâts auraient été identiques dans l'hypothèse d'une surtension'.

Dans un précédent courrier du 03 décembre 2009, l'expert avait indiqué que 'le pouvoir d'un interrupteur différentiel 30 MA se limite à la protection des personnes en cas de surintensité et en aucun cas s'il y a surtension'.

A n'apporte aucun élément permettant de démentir les affirmations de l'expert F.

De plus, dans la mesure où il n'existe aucune obligation pour les particuliers de mettre une installation électrique en conformité, il ne saurait être fait reproche aux époux C., propriétaires occupants, de ne pas avoir modifier leur installation électrique.

Aucune cause étrangère, imputable aux époux C. ne saurait en conséquence être invoquée par A pour voir limiter ou exclure sa responsabilité.

S'agissant de la défectuosité du déshumidificateur dont se prévaut A, force est de constater que preuve n'est pas rapportée de la défaillance de l'appareil et pas davantage de sa non conformité aux normes en vigueur, A se contentant de produire un rapport du cabinet T. lequel conclut 'pour notre part nous avons simplement indiqué que l'appareil datant de 2001 est soumis aux règles de sécurité actuelles et n'aurait pas du s'enflammer suite à la surtension du réseau, limitée à 380 V'.

Ce rapport fait référence aux 'normes de sécurité actuelles' sans préciser quelles sont ces normes.

La norme NFC 15-100 de décembre 2002 invoquée par A n'est pas applicable à un appareil mis en service en 2001.

D'autre part la norme NFC 15-100 s'applique non aux appareils électriques mais aux installations électriques.

Ainsi l'article 142 de la norme précise que son domaine d'application est limité : aux bornes d'alimentation des matériels d'utilisation ou des équipements alimentés par des canalisations fixes et aux socles de prise de courant dans les autres cas.

Il en résulte que A et la compagnie AC sont mal fondés à reprocher à la SA S. le non respect d'une norme qui ne leur est pas applicable.

De plus l' article L 221-1 du code de la consommation prévoit que 'les produits et services doivent dans des conditions normales d'utilisation ou dans des conditions raisonnablement prévisibles par un professionnel présenter la sécurité à laquelle on doit légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes'.

En l'espèce, une surtension ne saurait constituer une condition normale d'utilisation, les conditions normales de fonctionnement étant celles prévues par la norme NF EN 60335-1 soit une plage de 207 V à 244 V. En l'espèce le déshumidificateur avait une valeur de 230V.

Le fabricant d'un appareil électroménager n'a pas une obligation de résultat vis à vis d'un fonctionnement anormal mais doit seulement au vu des dispositions de la norme NF EN 60335-1 en son article 19 construire ses appareils 'de façon que les risques d'incendie, de détérioration mécanique affectant la sécurité ou la protection contre les chocs électriques, dus à un fonctionnement anormal ou négligent, soient évités autant que possible'.

Il en résulte qu'aucun texte réglementaire n'impose au fabricant d'un appareil électroménager que son appareil supporte sans risque un défaut de surtension.

A et AC défaillantes à rapporter la preuve de la non conformité du déshumidificateur aux normes en vigueur ne sauraient en conséquence s'exonérer de leur responsabilité sur le fondement des dispositions de l' [article 1386-11 du Code Civil](#).

Il résulte de ce qui précède que contrairement aux affirmations du premier juge il est établi que le dommage a eu pour seule origine démontrée la surtension du réseau.

Il convient en conséquence d'infirmier le jugement déféré en toutes ses dispositions et de condamner A et sa compagnie d'assurance à réparer les conséquences dommageables de l'incendie, lesquelles ont été évaluées par expert à la somme de 45 426 euro, vétusté déduite, montant par ailleurs non remis en cause par A et son assureur.

Compte tenu du versement de la somme de 2 710 euro, et de la franchise de 810 euro restée à charge des époux C., A et la compagnie AC seront condamnées à verser:

\* à la M. subrogée dans les droits des époux C. une somme de 41 906 euro et aux époux C. une somme de 810 euro.

Ces sommes produiront intérêts à compter de la présente décision.

Sur les dépens et les frais irrépétibles

La société A et la société AC , qui succombent, seront condamnées aux dépens de première instance et d'appel et à verser aux époux C. et à la M., unis d'intérêt, une somme de 2 500 euro et à la société S. une somme de 1 500 euros au titre des dispositions de l' [article 700 du Code de Procédure Civile](#) , le jugement étant confirmé en ce qu'il a alloué de ce chef 1 500 euro à la SA S..

#### PAR CES MOTIFS

La Cour statuant publiquement, contradictoirement,

- Infirme le jugement déféré en toutes ses dispositions, sauf en ce qu'il a condamné in solidum la SA Y (A) et AC à payer à la SA S. la somme de 1 500 euro au titre des dispositions de l' [article 700 du Code de Procédure Civile](#) ,

Statuant de nouveau,

- Déclare la société A entièrement responsable du sinistre intervenu le 24 août 2006,

Par voie de conséquence

- Condamne in solidum la société A et la société AC à payer:

\* à la M. la somme de 41 906 euro,

\* aux époux C. la somme de 800 euro,

- Dit que ces sommes porteront intérêts au taux légal à compter de la présente décision,

- Rejette les chefs de demandes autres ou plus amples,

- Condamne in solidum la société A et la société AC à payer aux époux C. et à la M., unis d'intérêt, la somme de 2 500 euro et à la SA S. la somme de 1 500 euro au titre des dispositions de l' [article 700 du Code de Procédure Civile](#) ,

- Les condamne sous la même solidarité aux dépens de première instance et d'appel, lesquels seront recouvrés conformément aux dispositions de l' [article 699 du Code de Procédure Civile](#).